



Comment financer les dommages causés par des tremblements de terres?

Alain Rossier (membre du groupe de travail)

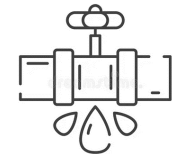
Caractéristiques d'un tremblement de terre



Faible probabilité / partout / sans préavis



Nombreux blessés, morts et sans-abris



Dommages bâtiments & infrastructure



Importants dommages économiques subséquents



Versements rapides en cash - démarrer la reconstruction

Exemple concret : Genève

Base : Outil de risque sismique du Service Sismologique Suisse (SED)

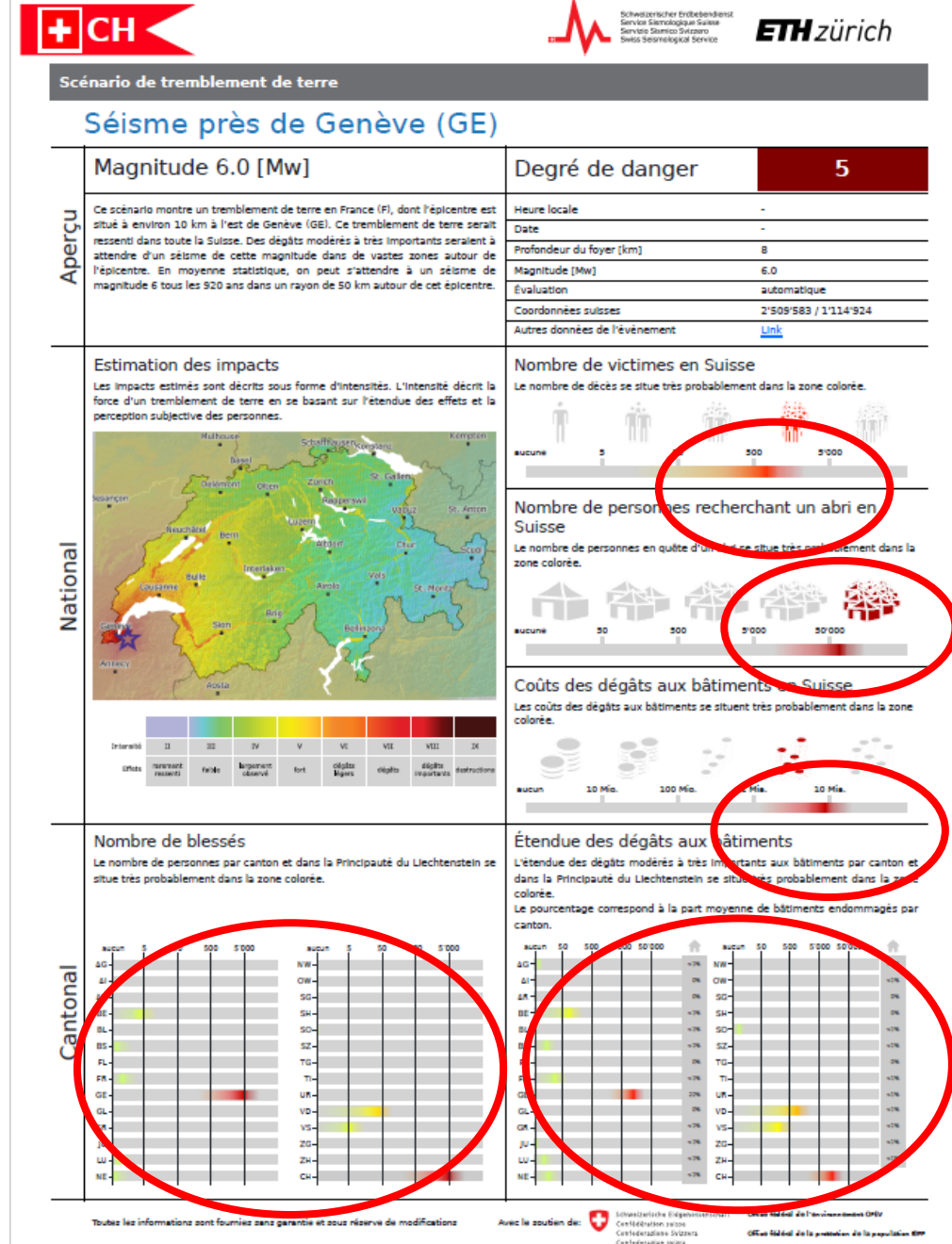
morts env. 700

blessés env. 5'000

sans-abris env. 70'000

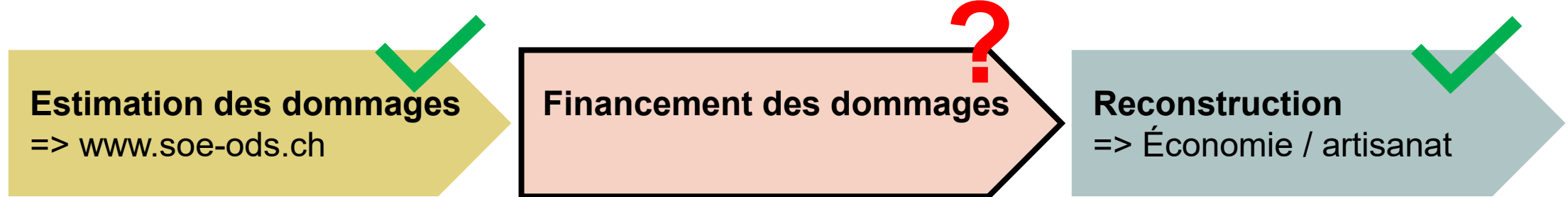
nombre de bâtiments endommagés env. 14'000

dommages aux bâtiments env. 9 milliards de francs



Le problème : le financement n'est pas réglé

- 85 % des propriétaires n'ont ***pas*** d'assurance tremblement de terre – donc pas de financement

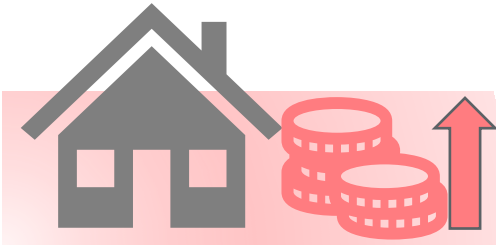


- Financement par l'État peu probable
 - Aucune base légale pour le financement de la propriété privée par les pouvoirs publics
 - Le financement de la reconstruction de propriétés privées n'est pas une mission de l'État
 - Contrairement à d'autres sauvetages par l'État (p. ex. avec des cautionnements), les tremblements de terre entraînent immédiatement de véritables sorties de cash

Et la responsabilité individuelle? ... elle ne fonctionne pas!



- Seuls env. 15 % des bâtiments sont assurés à titre privé
- Il s'agit de protéger et de sauvegarder
 - les « biens existentiels » des propriétaires de bâtiments résidentiels et commerciaux
 - le remboursement des hypothèques et des autres crédits
 - les réserves des institutions financières, des assurances et des caisses de retraites

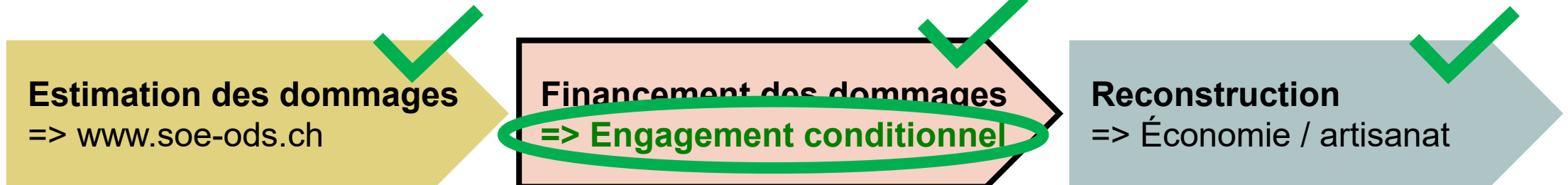


- Le marché de l'assurance n'est pas en mesure de répondre à une demande accrue d'assurance contre les tremblements de terre ou à des primes exorbitantes

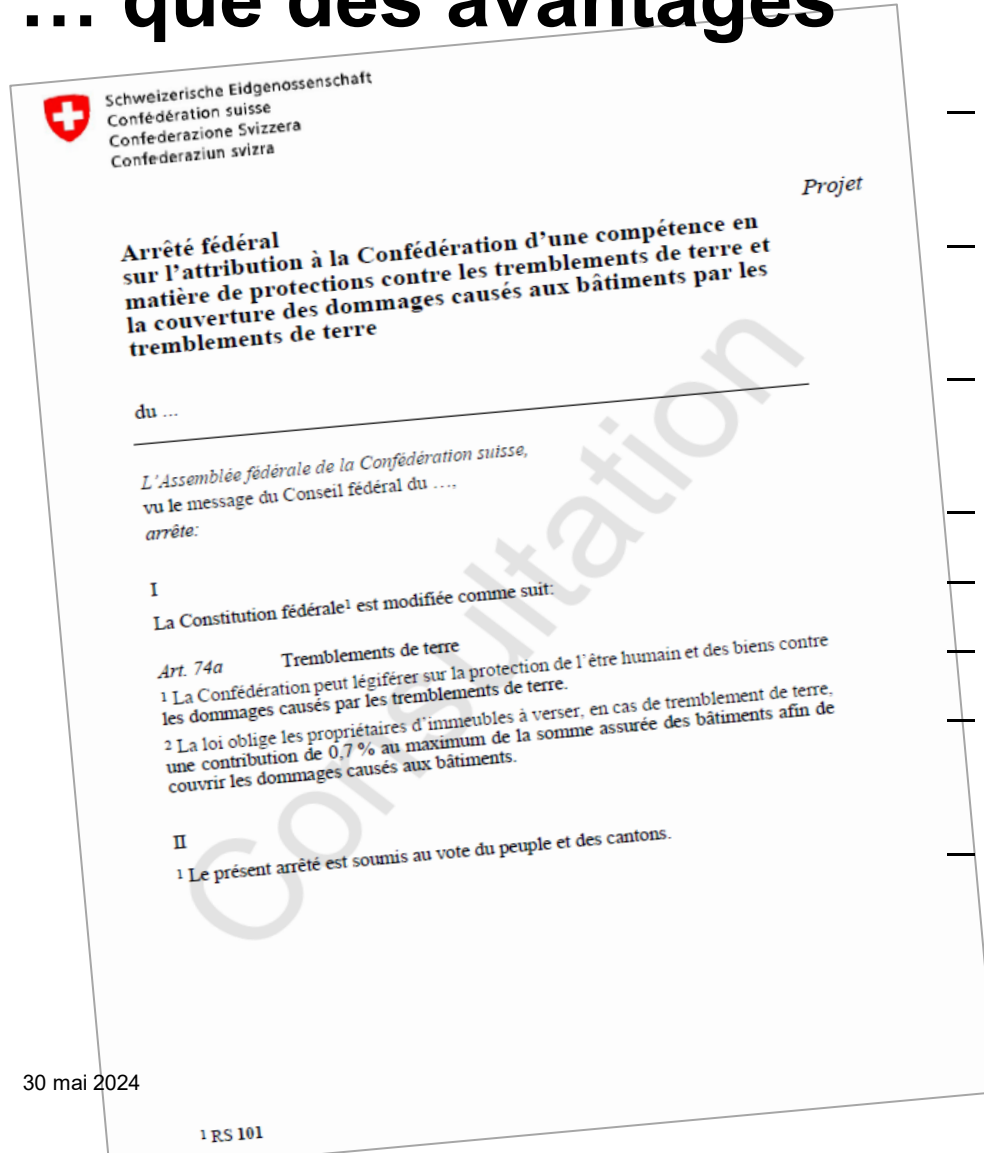
➤ **Conclusion: Mettre en place une solution en collaboration avec l'État – avant un séisme**

La solution : l'engagement conditionnel

- Plusieurs projets pour l'introduction d'une assurance tremblements de terre obligatoire ont été rejetés
 - Absence de volonté de payer une prime d'assurance (élevée) pendant des années
- Dans aucun pays le risque sismique n'est – et ne peut être – intégralement couvert par les assurances privées.
 - soit le financement est confié à l'État,
 - soit l'État finance une partie de la couverture privée,
 - soit l'État organise le financement



... que des avantages



- Financement organisé par prélèvement – **après** un séisme
- Tous les bâtiments < CHF 25 millions couverts (excepté bâtiments de la confédération)
- Taux de contribution max. 0.7 % de la somme d'assurance
- 22 milliards rapidement disponibles
- Franchise de 5 %, min. 25'000 francs
- Couverture de 30 jours dès le 1^{er} séisme
- Dommages consécutifs au séisme également couverts, p.ex. incendies, inondations etc.
- Les pouvoirs publics se concentrent sur le financement des infrastructures

... et ensuite

- Le Conseil fédéral va analyser les résultats de la consultation
- Le Conseil fédéral va probablement élaborer un projet de modification de la constitution
- Discussions et décisions au Parlement
- Votation populaire – modification de la constitution fédérale nécessaire
- Élaboration d'une loi – soumise au référendum facultatif
- 3 à 5 ans pour la mise en œuvre

➤ **Merci de soutenir le projet**